ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS AU PARLEMENT EUROPÉEN - 13 JUIN 1999

POUR UNE AUTRE EUROPE, NE TOLÉRONS PLUS LE CHÔMAGE, LES LICENCIEMENTS ET LA MISÈRE !



Liste conduite par

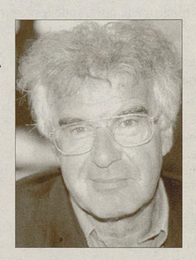
Arlette LAGUILLER
et **Alain KRIVINE**

présentée par

LUTTE OUVRIÈRE

et la

LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE



Ces élections offrent la possibilité de s'exprimer sur l'Europe, mais aussi de dire que les travailleurs et les chômeurs en ont assez des licenciements, assez du chômage, assez de la pauvreté, alors que les bénéfices des entreprises explosent et que les riches s'enrichissent comme jamais.

L'Europe unie, sans frontières entre les peuples, c'est l'avenir.

Mais l'Europe qu'ils prétendent construire n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs, des chômeurs, des jeunes. Elle est conçue pour accroître les profits des industriels et des groupes financiers. Leur Europe est celle de l'exploitation, une forteresse des multinationales.

Leur Europe n'est pas démocratique. Le Parlement européen n'est qu'un paravent pour le pouvoir discrétionnaire de la «commission européenne» issue de marchandages entre gouvernements et soumise aux puissances d'argent.

Il faut imposer :

– une Europe des droits démocratiques, où les populations contrôlent les décisions ;

– une Europe des droits égaux, à commencer par le droit de vote, pour tous ceux qui y vivent, travaillent, étudient. Toutes les lois discriminatoires doivent être supprimées. Tous les sans-papiers doivent être régularisés.

– une Europe de l'égalité réelle, sociale et civique, entre hommes et femmes ;

– une Europe où l'interruption volontaire de grossesse soit partout libre, gratuite et mise à la portée de toutes celles qui en ont fait le choix ;

– une Europe respectueuse de l'environnement, contrôlant les industries polluantes, sortant du tout-nucléaire, alors que la logique capitaliste du profit maximum sacrifie la nature comme elle sacrifie les hommes et les femmes ;

– une Europe qui annulerait la dette du tiers-monde, déjà plusieurs fois remboursée aux banquiers et qui planifierait le développement avec les pays du tiers-monde visant à satisfaire les besoins fondamentaux ;

– une Europe d'où serait bannie la guerre, les interventions militaires des grandes puissances et les «purifications ethniques». Une Europe reconnaissant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

L'Europe qui se fait aujourd'hui, avec plus de 20 millions de chômeurs, et plus de 60 millions de pauvres, est malade du chômage, des inégalités, de la misère, du racisme.

Ce ne sont pas les frontières qui nous protègent contre le chômage. Nos gouvernements n'ont pas attendu l'euro pour imposer une politique d'austérité. Les politiques débouchant sur la monnaie unique, la Banque centrale et les traités européens de Maastricht et d'Amsterdam, ont généralisé et coordonné à l'échelle européenne la réduction des budgets sociaux.

Ils ont choisi de s'en prendre, non aux grandes fortunes, mais aux classes laborieuses, au détriment des emplois et des salaires, en privatisant et en démantelant les services publics, en imposant une politique agricole qui ne se soucie ni des populations rurales d'Europe, ni des famines dans le monde.

A droite, qu'ils soient pour plus d'Europe ou pour moins d'Europe, ils sont pour la même politique pro-patronale qui frappe les exploités et les opprimés. Quant à Le Pen-Mégret, ce sont nos pires adversaires à tous : ils veulent aggraver cette politique en s'attaquant encore plus aux travailleurs, en commençant par les immigrés.

Mais le gouvernement Jospin, comme ses prédécesseurs, refuse de puiser dans les profits énormes des grandes entreprises. C'est pourtant le seul moyen de financer la création d'emplois utiles, en nombre suffisant pour résorber le chômage et la précarité.

Le gouvernement multiplie les cadeaux au grand patronat qui continue à licencier et à généraliser le travail précaire et le temps partiel imposé dont les premières victimes sont les femmes et les jeunes. On remet en cause le droit à la retraite. On taxe de plus en plus les retraités et on leur fait payer plus la Sécurité sociale, alors que, du côté des riches, l'impôt sur les grandes fortunes rapporte moins que la redevance télévision. Le gouvernement poursuit la mise en place du plan Juppé, privatise Air France et France Telecom, refuse d'augmenter les minima sociaux. Sa politique, en convergence avec le «pacte de stabilité» économique européen, impose une austérité perpétuelle. Il n'est pas sérieux de prétendre «réorienter l'Europe» tout en soutenant la politique de ce gouvernement, comme le fait le Parti Communiste.

C'est la lutte collective, sans frontières, des salariés et des chômeurs, qui défendra les intérêts de l'écrasante majorité de la population.

Pour mettre fin au drame individuel et collectif qu'est le chômage, il faut enlever au patronat et aux financiers le contrôle absolu qu'ils exercent sur l'économie, c'est-à-dire :

- **cesser tous les cadeaux de l'Etat au grand patronat : subventions, dégrèvements fiscaux, diminution de la part patronale dans les cotisations sociales ;**
- **utiliser l'argent ainsi économisé pour que l'Etat recrée des emplois stables dans les hôpitaux, les transports en commun, l'Education nationale...**
- **donner la priorité à des services publics de qualité, arrêter leur privatisation et étendre le secteur public aux entreprises qui font du profit sur les besoins élémentaires de la populations : distribution d'eau, industrie pharmaceutique. ;**
- **interdire les licenciements collectifs. Les entreprises qui font des milliards de bénéfices et qui licencient malgré tout doivent être réquisitionnées ;**
- **imposer la réduction massive, coordonnée dans toute l'Europe, du temps de travail hebdomadaire, 35 heures vers les 30 heures, avec maintien des salaires, sans une flexibilité qui permet aux patrons de varier les horaires de travail selon leur bon vouloir ;**
- **aligner dans toute l'Europe la législation du travail sur les lois et conventions les plus favorables aux travailleurs. Garantir un salaire minimum européen aligné sur le pays où il est le plus élevé en supprimant les disparités actuelles qui entretiennent la concurrence entre les travailleurs.**

Il faut imposer beaucoup plus les hauts revenus et taxer lourdement les profits spéculatifs. Il faut mettre sous contrôle tout le système bancaire et la Banque centrale européenne. Les bénéfices accumulés par les grandes entreprises doivent servir à supprimer le chômage, au lieu d'alimenter les circuits financiers qui menacent l'économie d'une catastrophe majeure.

Et pour que ces mesures ne restent pas lettre morte, il faut rendre publics les comptes réels des grandes entreprises, comme les comptes en banque de leurs gros actionnaires, afin que les salariés, les consommateurs, toute la population puissent avoir un contrôle sur leur fonctionnement aujourd'hui secret. Ce serait en même temps le meilleur moyen de mettre fin aux scandales politico-financiers.

Voter pour la liste Lutte Ouvrière - Ligue Communiste Révolutionnaire,

- c'est approuver un plan d'urgence, pour une Europe sans chômage et sans misère ;
- c'est voter le plus à gauche possible, c'est aussi une façon radicale de montrer son opposition à la droite, de faire contrepoids à l'extrême droite ;
- c'est exprimer son opposition déterminée à la politique menée par le gouvernement ;
- c'est s'opposer clairement à tout repli nationaliste. Les travailleurs de tous les pays ont les mêmes intérêts et la seule frontière qui vaille est celle qui sépare les exploiteurs du monde du travail.

En votant pour la liste conduite par Arlette Laguiller et Alain Krivine, vous pouvez élire au Parlement européen des femmes et des hommes qui y défendront les intérêts des travailleurs, seront fidèles à leurs engagements et seront de votre côté pour préparer les luttes collectives de demain.

IMS - 93300 AUBERVILLIERS